

Interview

Garde à vue de Stéphane Lhomme : « Démultiplier la mobilisation »

samedi 27 mai 2006, par [GAY Vincent](#), [LHOMME Stéphane](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2006).

Le 16 mai, Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau Sortir du nucléaire et auteur de « L'Insécurité nucléaire, bientôt un Tchernobyl en France ? », a été mis en garde à vue par la DST pour la détention et la diffusion d'un document classé « Confidentiel défense ».

Quels sont aujourd'hui les risques d'un accident nucléaire en France ?

S. Lhomme - Il y a, d'une part, le risque accidentel permanent qui peut arriver dans les centrales (ce qui est démontré dans le livre *L'Insécurité nucléaire, bientôt un Tchernobyl en France ?*) et, d'autre part, le risque de crash d'un avion de ligne qu'on ne peut pas exclure, surtout depuis le 11 septembre 2001. Depuis cette date, on ne peut pas continuer à construire des réacteurs nucléaires comme si de rien n'était, comme si le risque n'était pas réel. Or, c'est ce que font EDF et Areva. Ces entreprises se cachent derrière le secret défense pour pallier les gros manques de sécurité du futur réacteur. Areva a bien essayé de communiquer sur des progrès qui auraient été faits en matière de sécurité, mais un rapport d'un scientifique indépendant, John H. Large¹, montre le manque quasi total de préparation en cas d'attaque terroriste. D'ailleurs, EDF ne se considère pas comme responsable face à l'ensemble des actes terroristes imaginables. Le fait d'utiliser le secret défense n'est pas une mesure de sécurité, mais une nouvelle manifestation de l'opacité qui règne dans l'industrie nucléaire.

Comment va se poursuivre la mobilisation contre le réacteur EPR ?

S. Lhomme - On voit déjà que la publicité faite autour du document secret défense, depuis la garde à vue, et sa diffusion sur de nombreux sites ont permis, à une large échelle, de mettre en lumière les problèmes de sécurité du nucléaire. La prochaine étape, c'est l'enquête publique sur l'EPR. Celle-ci doit commencer bientôt, mais il faut faire en sorte qu'elle n'ait pas lieu cet été, ce qui rendrait plus difficiles les résistances. Nous allons, lors de cette enquête publique, essayer d'agrafer le document secret défense aux textes de la commission, afin que cette donnée soit réellement intégrée à ses travaux. Suite au succès de la manifestation de Cherbourg, nous cherchons à démultipier la mobilisation, avec des projets de manifestations décentralisées, car il ne s'agit pas seulement d'un problème autour de Cherbourg. Dans la Manche, le collectif régional contre l'EPR poursuit ses activités. En particulier, il accentue la mobilisation sur le problème des lignes à très haute tension (THT). Ce problème mobilise de nombreuses personnes, qui ne sont pas forcément des antinucléaires à la base, mais qui refusent de voir défigurer leur région, sans compter les nombreuses nuisances, en particulier pour les troupeaux de vaches.

P.-S.

* Paru dans « Rouge » n° 2160 du 25 mai 2006. Propos recueillis par Vincent Gay.